

Département

LES CCI au régime sec... "secouées mais pas résignées"

Lors de l'assemblée générale de CCI France en juillet dernier, Bercy, par la voix de Bruno Lemaire, a annoncé - suite à un rapport de l'inspection générale des finances - que les CCI régionales et départementales doivent s'attendre à un coup de rabot de 400 millions d'euros d'ici à la fin du mandat Macron. Financées pour certaines en très large part (notamment les CCI sans grosses infrastructures comme l'est le

04) par la contribution des entreprises (via la cotisation sur la valeur ajoutée CVAE et la cotisation foncière des entreprises CFE) « l'argent in fine serait rendu aux entreprises ». Le président CCI France et en cascade ses collègues territoriaux tiraient le signal d'alarme sur les dégâts en termes de personnels et de prestations qui surviendraient si la ponction restait en l'état. Si Bercy ne semble pas vouloir enterrer les CCI, les

D'autres points évoqués

- Les CCI " rurales " de Gap et Digne ont bénéficié depuis l'arrivée à la présidence régionale de Roland Gomez d'une rallonge de 150.000 euros.
- Jean-Pierre Pradalier premier vice-président prend en charge l'engagement auprès du commerce de proximité avec notamment l'action cœur de Ville déployé sur Manoque, Digne, et celle comités locaux du commerce sur ces deux villes et sur Forcalquier et maintenant aussi sur Sisteron. Jean-Pierre Joubert (société D3E) rejoint l'équipe pour un regard appuyé sur l'éco-campus. Enfin Christophe Barrière retrouve un poste de vice-président.
- Eco-campus : rentrée des étudiants effectuée le 20 août. Partenariats renforcés avec diverses entreprises telles Inéo, Eiffage, Dalkia, Sanofi, ouverture d'une nouvelle formation de négoce du bâtiment en partenariat avec la SIMC. Préparation à l'accueil d'élèves autistes.
- Travail étroit avec l'agence de développement (AD) qui résulte de la fusion de la MDE et de l'Agence de développement touristique (marque qualité tourisme) et aussi sur ce volet une action d'économie d'eau dans le Verdon, démarche citoyenne auprès des ressortissants.



Les présidents Margot (CCIT 04) et Gomez (CCI Régionale) ont fait leur rentrée.

services des finances entendent recentrer les missions, et certaines CCI pourraient voir une bouffée d'oxygène en faisant payer certaines prestations qu'elles assuraient pour l'heure gratuitement.

Cependant, construites autour de la représentation des chefs d'entreprises les CCI sont aussi conscientes « qu'il faut se réformer » mais dans un tissu très disparate en termes de moyens, il y aura forcément des perdants et des gagnants. Quel commun entre une CCI qui gère un aéroport, des installations

fluviales ou maritimes génératrices de ressources, et celle de Digne-les-Bains qui n'a « affaire » qu'à un tissu de 95% de TPE en zone rurale... « sauf à construire un aéroport sur le plateau de Valensole » lancera en boutade le président de la CCI régionale Roland Gomez. Si on estime qu'au niveau national la perte sèche pourrait concerner 8000 emplois, au niveau départemental ce sont sur 32 salariés, 10 personnes qui ne pourraient être reconduites « Trois sont déjà en partance » et le budget se réduirait comme peau de chagrin de 1,7

millions à 700 000 en 2022, expliquera le président Daniel Margot. Sur la CCIR 25% de l'effectif est concerné. « Nous ne voulons pas éteindre la lumière, nous, chefs d'entreprises, sommes habitués à relever des challenges, mais qu'on ne nous impose pas cela ex-abrupto ; qu'on nous laisse le temps pour trouver des remèdes » diront de concert les deux présidents. Pour Daniel Margot « nous allons fixer 4 ou 5 axes principaux d'actions ; si on est novateurs, on y arrivera, par exemple nous devons étudier des axes de mutualisation avec des CCI voisines ». Pour l'heure, les dirigeants des CCI -c'est bien entendu le cas des bas-alpins et de la « Régionale » ont lancé une vaste action de lobbying auprès des élus. « Ils répondent présents, et on aura même une vitrine lors du congrès des maires en Octobre ». Donc loin de baisser les bras, les CCI restent positives, laissant le pessimisme de côté pour caler une réforme inéluctable mais avec le moins de dégâts humains et structurels.

Jean-Luc ICARD